



200 MILLIARDS D'ARGENT PUBLICS VERSES CHAQUE ANNEE AUX ENTREPRISES, SUPPRESSION DE L'IMPOT SUR LA FORTUNE, RECORDS DE DIVIDENDES POUR LES ENTREPRISES DU CAC 40...

DANS UN PAYS SI RICHE, LES SALARIES ET LES FONCTIONNAIRES ONT RAISON DE REFUSER LE VOL DE LEURS RETRAITES ET LA CASSE DES SERVICES PUBLICS

PROJET DE LOI SUR LES RETRAITES / LOI FONCTION PUBLIQUE

Depuis le 5 décembre, la France connaît un très fort mouvement contre la réforme de régression et de casse du système solidaire des retraites. Le secteur public comme privé est mobilisé. Dans nos services publics : à l'hôpital, l'éducation nationale, nos collectivités, ... la colère des agent.e.s publics monte face aux dégradations des conditions de travail, le blocage des rémunérations, manque d'effectifs et de moyens, journée de carence, choix budgétaires...

Le gouvernement et de nombreux médias rêvent de la fin des grèves et des actions. A partir du 24/01 jour de la présentation du projet de loi au conseil des ministres et après 46 jours de grève des travailleurs de la RATP, cheminots mais aussi d'enseignants ou d'agent.e.s territoriaux, le mouvement prend nécessairement d'autres formes. Mais la contestation reste légitime et la colère très forte. A la CGT, nous proclamons

« Jamais de trêve contre l'injustice sociale ! ».

Dans nos assemblées générales et partout où nous le pouvons, prenons position :

- **POUR EXIGER LE RETRAIT DU PROJET DE LOI SUR LES RETRAITES** (baisse des pensions à prévoir par nouveau calcul basé sur l'ensemble de la carrière, la révision à la baisse du point rendue possible sur des prétextes économiques, le gel de la part du PIB consacré aux retraites, la casse de solidarités prévues dans le système actuel...)
- **ABROGATION PAR LE GOUVERNEMENT DE LA LOI FONCTION PUBLIQUE - NON APPLICATION PAR LES EMPLOYEURS LOCAUX** (réductions à prévoir de congés et RTT par l'augmentation du temps de travail, restrictions possibles sur le droit de grève, attaque du statut de la fonction publique notamment recours massifs aux contractuels pour arrêter l'embauche de titulaires, fusion des CHSCT et CT, rupture conventionnelle à l'initiative des employeurs pour multiplier les harcèlements et ouvrir la voie aux licenciements massifs)

Les mensonges de Delevoye, les rencontres secrètes de Macron avec le fond de pension américain Blackrock (ces vautours qui veulent mettre la main sur l'argent des retraités français) les sondages, la solidarité, le soutien majoritaire au mouvement et aux grévistes...

**FACE A CE GOUVERNEMENT DISCREDITE
LA VICTOIRE EST POSSIBLE**

C'EST LE MOMENT DE SE BATTRE TOUS ENSEMBLE

**PERSONNE AU TRAVAIL... PAR LA GREVE, JOURS DE REPOS, LES RTT
Vendredi 24 JANVIER- PARIS - 11H PLACE DE LA REPUBLIQUE
DEPART EN CAR LIEU DE RDV : INFORMATION AU 06 42 41 12 36**